

AGENDA POUR LE TRAVAIL DECENT (DECENT WORK) DE L'OIT ET COOPERATION SUISSE AU DEVELOPPEMENT

Vasco Pedrina, Union syndicale suisse (USS), à l'attention de la Commission fédérale consultative pour la coopération internationale au développement.

Remarque liminaire :

Ce texte fait suite à plusieurs interventions de l'auteur au sein de la Commission consultative précitée. Il vise à mettre en relation les différentes questions qui se posent sur le sujet et à formuler des réponses permettant de transformer en engagement concret efficace les professions de foi en matière de développement durable, dans sa dimension sociale.

1 La position occupée dans la politique suisse de coopération au développement par les postulats de l'OIT relatifs à l'emploi, au « travail décent » et aux « Socles nationaux de protection sociale » est insuffisante ; cela doit changer.

À la lecture du message du Conseil fédéral sur la coopération internationale 2013-2016, force est de constater que si la profession de foi en faveur du développement durable y figure à plusieurs endroits, la dimension sociale de la durabilité en est, de fait, presque absente. L'Agenda « Decent Work » de l'OIT n'est mentionné que dans une seule phrase et tout le volet de l'emploi en tant que levier du développement n'y trouve qu'une place forte congrue. Confrontée avec cette critique, la direction de la DDC a répliqué qu'avec la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté, il est suffisamment tenu compte du volet de l'emploi et que, par ailleurs, le dossier en question est l'affaire de l'OIT (voire PV de la réunion du 31.1.2012 de la Commission consultative précitée). Cette position n'est pas défendable.

Ce manque de sensibilité pour le sujet en question n'est pas une particularité suisse. Lorsqu'on lit, par exemple, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il est beaucoup question d'accès à l'eau ou aux services de santé, etc. La part réservée aux politiques de l'emploi en tant que leviers du développement est relativement réduite. Ce n'est d'ailleurs qu'en 2008 que cette dimension y a été ajoutée. Cela devrait à tout le moins en partie expliquer l'engagement insuffisant par le passé de la Suisse à ce sujet, dans le cadre de l'action multilatérale, mais aussi un manque de prise en compte suffisante de cette dimension dans sa coopération bilatérale. Cette critique ne vise pas les projets de coopération réalisés d'entente avec l'OIT, ciblés sur le respect des normes fondamentales de celle-ci, et l'amélioration des conditions de travail (Programmes Better Work et SCORE). Il s'agit de la prise en considération des postulats de l'OIT en tant que *tâche transversale* dans les autres activités et projets de la coopération, au même titre que ce qui se fait pour les questions de genre aujourd'hui. À titre d'illustration, lorsque la Suisse s'engage dans la coopération au développement avec la Tunisie, elle devrait s'intéresser à connaître le rôle qui y jouent les partenaires sociaux en vue d'éventuels projets de coopération, par exemple en matière de formation professionnelle, et veiller à ce que, lorsqu'elle s'engage pour la réalisation de deux stations d'épuration des eaux, les nor-

mes de l'OIT et les salaires d'usage soient respectés sur leurs chantiers. Cela devrait aller de soi, mais ce n'est pas encore le cas.

Il n'est pas sans intérêt de se poser la question du pourquoi de cet état de fait en cette matière. Formulons quelques hypothèses :

- La *doctrine* libérale (voire néolibérale), qui a longtemps marqué la politique économique de bon nombre d'institutions internationales et inspiré celle des autorités suisses, se base sur la conviction que la meilleure voie pour la création d'emplois et pour le développement est le libre jeu des forces du marché. Dans cette logique, il est hors de question, pour la coopération au développement, de mettre l'accent sur des politiques actives de l'emploi autres que celles consistant à libéraliser les marchés et à déréguler le marché du travail. Entretemps, suite notamment aux leçons tirées de la crise financière de 2008/2009, avec ses effets dévastateurs sur l'emploi dans plusieurs pays (que l'on pense au chômage des jeunes dans le Sud européen, pour rester sur notre continent), la musique est en train de changer. Le « World Development Report 2013 » de la Banque mondiale en est un exemple récent. Il formule des pistes pour des politiques actives novatrices et différenciées de l'emploi au service du développement, dont il est difficile de contester le bien-fondé.
- L'OIT a malheureusement le plus souvent été le parent pauvre des institutions internationales. Mais, vu l'urgence qu'il y a de faire face aux effets sociaux de la crise financière mondiale, son rôle est en train d'être réévalué. Preuve en est l'invitation qui lui a été faite depuis 2008/2009 de prendre une part active aux travaux du G20 ainsi que les mandats que celui-ci lui a attribués (voir « Pacte mondial pour l'emploi », 2009).
- La Suisse joue souvent un rôle actif à l'OIT. Cela a été particulièrement le cas dans l'élaboration de l'importante « Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable » (2008), qui constitue une base essentielle de l'Agenda « Decent Work » de l'OIT. Mais ce qui a manqué, de sa part, est la transmission systématique des postulats de cet Agenda dans tout ce qui a trait à notre coopération au développement. Un manque de coordination entre les services compétents du SECO (Direction du travail et services économiques et du développement) ainsi qu'avec la DDC n'a pas, par le passé, arrangé les choses à ce sujet. Vu l'évolution et la nécessité de faire face à de nouveaux défis (p. ex. dans le domaine des entreprises, avec les règles de la « Responsabilité sociale des entreprises (Corporate Social Responsibility) », les « Principes directeurs de l'OCDE pour les multinationales » et les « Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme »), une prise de conscience a entretemps vu le jour. Elle se traduit par une disponibilité plus grande à ne pas pratiquer le « chacun pour soi ».
- La faiblesse de la société civile et particulièrement des partenaires sociaux (associations patronales et syndicales) dans de nombreux pays où notre coopération au développement est active conduit à ce que nos coopérants estiment pouvoir négliger ce facteur, même lorsqu'il est question de projets où le partenariat social joue chez nous un rôle décisif, comme dans le cas de la formation professionnelle.
- Les employeurs ne se sentent pas particulièrement concernés par les postulats de l'Agenda « Decent Work » de l'OIT et les ONG ont, la plupart du temps, d'autres priorités à leur ordre du jour. Quant aux syndicats, ils n'ont pas tiré assez la sonnette d'alarme (ou fait sonner le réveil !).

Cela dit, comme il ressort de cette liste, il existe des signes d'une évolution positive.

2 Agenda de l'OIT pour l'emploi, travail décent et « Socles nationaux de protection sociale » et engagement de la Suisse : un nouvel élan est nécessaire

De quoi s'agit-il d'abord concrètement ? L'OIT s'est dotée d'un Agenda pour le travail décent et rémunéré équitablement (*Decent Work*), qui passe par l'application de 4 objectifs stratégiques, l'égalité entre hommes et femmes étant un objectif transversal :

- *Créer des emplois* : l'économie doit générer des possibilités d'investir, d'entreprendre, de développer les compétences, de créer des emplois et des moyens de subsistance durables.
- *Garantir les droits au travail* : obtenir la reconnaissance et le respect des droits des travailleurs. Tous les travailleurs, et en particulier les travailleurs pauvres et défavorisés, ont besoin d'être représentés, de participer, et que des lois justes soient appliquées et servent leurs intérêts.
- *Étendre la protection sociale* : promouvoir l'insertion et la productivité en garantissant à chaque homme et chaque femme des conditions de travail sûres, la jouissance de temps libre et de repos, la prise en compte de la famille et des valeurs sociales, l'accès à une juste indemnisation en cas de perte ou de diminution du revenu et l'accès à des soins médicaux adaptés.
- *Promouvoir le dialogue social* : La participation d'organisations d'employeurs et de travailleurs fortes et indépendantes est vitale pour améliorer la productivité, éviter les conflits sociaux et construire des sociétés solidaires.

À ce sujet, les 8 conventions de l'OIT reconnues fondamentales et qui sont le plus souvent appelées « normes fondamentales du travail » constituent une sorte de boussole et de « plancher » social dans le monde du travail. Il y est notamment question de la liberté d'association et de la reconnaissance du droit de négociation collective, de l'élimination de toute forme de travail forcé et obligatoire, de l'abolition effective du travail des enfants et de l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Le concept de travail décent, formulé par les mandants tripartites de l'OIT comme le moyen d'identifier les priorités majeures de l'organisation, repose sur l'idée que le travail est source de dignité personnelle, de stabilité familiale, de paix et de démocratie, de croissance économique qui augmente les possibilités d'emplois productifs et de développement d'entreprises.

Il convient encore de souligner que dans le contexte de l'OIT l'emploi n'est aucunement limité au secteur formel. La Recommandation OIT n° 198 sur la relation de travail (2006) précise à son paragraphe 5 : « *Dans le cadre de la politique nationale, les Membres devraient particulièrement veiller à assurer une protection effective aux travailleurs spécialement affectés par l'incertitude quant à l'existence d'une relation de travail, notamment les travailleuses, ainsi que les travailleurs les plus vulnérables, les jeunes travailleurs, les travailleurs âgés, les travailleurs de l'économie informelle, les travailleurs migrants et les travailleurs handicapés.* ». Au paragraphe 9, il y est en outre question de la protection des « self employed », à savoir de personnes qui se retrouvent de fait dans une situation de dépendance d'un employeur. L'OIT, qui développe le gros de ses activités de coopération dans des pays en développement très marqués par l'économie informelle, a produit plusieurs documents d'orientation établissant le lien entre ses normes fondamentales et le secteur informel.

En complément dudit agenda, la Conférence internationale du Travail 2012 a adopté des recommandations visant à promouvoir des « socles nationaux de protection sociale » devant comporter des garanties élémentaires de protection sociale (soins de santé essentiels, sécurité élémentaire de revenu pour les enfants, pour les personnes âgées et pour les personnes en âge de travailler, qui sont dans l'incapacité de gagner un revenu suffisant). Ces recommandations visent en premier lieu à faire en

sorte que les pays qui n'ont pas un minimum de garanties en matière de sécurité sociale mettent en place des stratégies d'extension de leur sécurité sociale.

La Suisse a pris l'engagement de mettre en œuvre cet agenda dans tous les domaines concernés. Dans ce but, en accord avec les partenaires sociaux, une stratégie s'intitulant « Pour la justice sociale : L'engagement suisse à l'OIT », a été mise au point par le SECO, qui a été finalement adoptée l'année passée et qu'il s'agit maintenant de mettre en œuvre (<http://www.seco.admin.ch/themen/00385/00452/index.html?lang=fr>). L'un des trois piliers de cette stratégie est bien le renforcement de notre engagement pour la promotion du travail décent dans le monde.

3 Priorités du développement international pour l'après-2015 : la Suisse doit saisir la chance offerte par le débat qui s'est ouvert pour que l'emploi productif et le travail décent y deviennent un objectif vraiment prioritaire.

La discussion au sujet de ces nouvelles priorités est désormais lancée et les négociations vont s'ouvrir bientôt. Le Conseil d'administration de l'OIT – lors de sa séance de l'automne passé – a demandé à son Directeur général d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie « *destinée à faire de l'adoption du plein emploi productif et du travail décent un objectif explicite du programme mondial de développement pour l'après-2015, incluant une référence à la nécessité d'établir des socles de protection sociale.* » Ce dernier a ensuite appelé tous les mandants de l'OIT, dont la Suisse et ses partenaires sociaux, « *à faire un effort concentré pour que le plein emploi productif et le travail décent deviennent un objectif essentiel du développement* ». La position de la Confédération syndicale internationale (CSI) à ce sujet figure dans le texte d'orientation en annexe. On pourrait penser, comme l'a laissé entendre Monsieur le Conseiller fédéral D. Burkhalter lors de la réunion du 27.2.2013 de la Commission consultative, que cela ira de soi. Il est vrai que la situation a changé par rapport au contexte qui avait marqué l'adoption des OMD en vigueur. La prise de conscience dans la société et chez les acteurs politiques que les inégalités croissantes de revenu d'avant-hier ont été la source des spéculations d'hier et, finalement, de la crise financière et des drames sociaux d'aujourd'hui a crû, comme la volonté de procéder à un changement de cap. Dans ce nouveau contexte, la lutte contre le chômage, surtout celui des jeunes, a, même en Europe, pris sans doute une autre importance que par le passé. Mais le fait est que les OMD actuels ne contiennent pas une telle priorité de manière suffisamment claire, que cette priorité n'est vraisemblablement pas encore entrée dans les têtes des dirigeants de la coopération au développement et que les échos sur les premiers débats publics à ce sujet n'incitent pas à un optimisme démesuré. Un exemple : le rapport paru dans la NZZ du 25.1.2013 sur la table ronde consacrée à ce sujet au Forum économique mondial de Davos en 2013, en présence du secrétaire général de l'ONU, cite des objectifs tels que l'accès à l'eau, à la formation, aux services de santé ou encore de gouvernance (lutte contre la corruption ou pour un meilleur fonctionnement des structures étatiques). Il y est question aussi d'élargir la base des objectifs du millénaire, avec une meilleure intégration du secteur privé ou des défis climatiques. On ne trouve toutefois pas un seul mot sur les politiques d'emploi et la promotion du travail décent !

Il convient dès lors que dans le mandat des négociateurs suisses pour l'agenda de l'après-2015, les postulats précités figurent en première ligne. La Suisse a d'ailleurs toute la légitimité et l'autorité qu'il faut - avec ses bonnes expériences en matière d'emploi, de formation professionnelle, de dialogue social, etc. - pour porter ce message.

4 Dans la coopération bilatérale suisse, les postulats de l'Agenda pour le travail décent doivent être pris en compte comme il se doit en tant que tâche transversale, aussi bien dans les projets visant directement à la création d'emplois que dans tous les autres projets.

En collaboration avec l'OIT La Suisse se doit de mettre en œuvre des projets de coopération à caractère spécifique mettant l'accent sur la réalisation des postulats du travail décent. Comme il ressort de la récente brochure sur l'engagement du SECO « *L'emploi – levier du développement* », c'est déjà le cas aujourd'hui dans le cadre des programmes « Better Work » (objectif : amélioration des conditions de travail et de la compétitivité dans les chaînes d'approvisionnements mondiales) et « SCORE » (Sustaining Competitive and Responsible Entreprises, ayant pour objectif la formation et une activité de conseil de PME de différents secteurs, dans les domaines des standards de qualité sociaux et environnementaux). Le SECO est d'ailleurs en train d'accroître cet investissement, ce qui est une bonne chose.

Par ailleurs, le SECO et la DDC mettent en œuvre de nombreux autres projets ayant un objectif direct de promotion de l'emploi, de formation professionnelle, voire, dans certains cas, de promotion du dialogue social (comme dans quelques pays des Balkans et de l'Europe centrale et orientale).

Enfin, un grand nombre d'autres projets ont un effet indirect sur l'emploi, qu'il s'agisse par exemple de la construction de canalisations ou de stations d'épuration des eaux. Dans tous ces cas, il faut parvenir à ce que nos coopérants considèrent les postulats de l'Agenda « Decent Work », comme une tâche transversale. Aujourd'hui, ce n'est de loin pas encore le cas. Pour que cela change, il faut bien sûr tout d'abord qu'il y ait une volonté politique au sommet de la hiérarchie. Ensuite, il y aura probablement lieu de mettre au point une directive fixant des règles de conduite pour les responsables de projets et les coopérants sur place. Cette directive devrait être élaborée d'entente entre la Direction du travail du SECO, d'une part, et le centre de prestation du SECO « Coopération et Développement économiques » et la DDC, d'autre part, en y associant les partenaires sociaux. Enfin, il conviendra d'adapter les curriculum de formation et de perfectionnement professionnel en matière de coopération au développement en conséquence.

5 Pour que les professions de foi sur le développement durable et la nécessaire dimension sociale de la mondialisation soient crédibles, il faut, de la part de la Suisse, entre autres une meilleure prise en compte dans la coopération au développement actuelle de l'Agenda pour le travail décent, mais aussi l'élargissement des domaines où cette tâche transversale deviendra partie intégrante. Une prise de conscience est nécessaire à ce sujet, qui devra amener à une coordination renforcée pour éviter les doubles emplois et accroître ainsi l'efficacité de l'action.

En lien avec l'objet de ce texte, il y a lieu d'attirer l'attention sur les nouveaux développements suivants :

- *depuis* que les ministres de l'AELE se sont entendus en juin 2010 sur des dispositions modèles relatives au commerce et au développement durable, le nombre d'accords commerciaux bilatéraux – conclus ou en négociation - contenant un chapitre sur le développement durable et comprenant de ce fait une composante sociale se multiplient et sur cette lancée aussi les « *Memorandum of understanding* » (Monténégro, Hongkong, Chine, Vietnam, ...). Ils vont conduire très vraisemblablement à de nouvelles activités de coopération en lien avec la problématique ici évoquée ;

- il en est de même avec les développements récents au niveau de la mise en œuvre des « *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales* », récemment révisés, et des nouveaux « *Principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits humains* » (qui concernent toutes les entreprises opérant à l'étranger).

Il est assez évident que les terrains d'action et les acteurs impliqués sont en augmentation. Un renforcement de la coordination entre les services concernés de l'Administration fédérale s'impose, de même qu'une implication régulière des acteurs de la société civile. Une discussion à ce sujet a déjà eu lieu dans la Commission fédérale tripartite pour les affaires de l'OIT, en ce qui concerne les domaines de sa compétence. Mais ce n'est pas le seul endroit où une telle discussion devrait être menée.

6 Remarques conclusives

Tout en reconnaissant les progrès en voie de réalisation, cette contribution met en évidence les points faibles de la coopération suisse au développement en lien avec l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. En résumé, nous plaçons concrètement pour que la Suisse :

- *sur le plan multilatéral*,
 - renforce son action pour que les questions de promotion de l'emploi et du travail décent deviennent une véritable priorité dans la coopération internationale au développement. L'échéance du nouvel agenda de l'après-2015 ne doit pas être manquée !
- *sur le plan de sa coopération bilatérale*,
 - développe encore – en étroite collaboration avec l'OIT – son engagement en faveur de projets qui visent directement la promotion de l'emploi et du travail décent,
 - considère la réalisation des postulats de l'Agenda pour le travail décent comme une tâche transversale à prendre en compte dans toute autre activité et projet de coopération
 - se dote pour cela des instruments nécessaires (directives, sensibilisation dans ses propres rangs, formation continue, etc.) pour qu'il en devienne ainsi.

D'une manière générale, nous plaçons en outre pour un renforcement ultérieur de la coordination entre les services de la Confédération concernés ainsi que de l'implication des partenaires sociaux et des autres acteurs de la société civile là où cela peut servir à la cause commune.

Annexe :

- IGB/ITUC : « Die UN-Entwicklungsagenda für die Zeit nach 2015 : Menschenwürdige Arbeit und Sozialschutz für alle » - Hintergrundpapier – Oktober 2012



Die UN-Entwicklungsagenda für die Zeit nach 2015: Menschenwürdige Arbeit und Sozialschutz für alle

Internationaler Gewerkschaftsbund - Hintergrundpapier - Oktober 2012

Der IGB begrüßt die Initiative des UN-Systems und die Einbeziehung der globalen Zivilgesellschaft in die Arbeit an der neuen UN-Entwicklungsagenda, die die Millenniums-Entwicklungsziele 2015 ablösen wird. Obwohl das MDG-Rahmenwerk zahlreiche Defizite hinsichtlich seiner Methode, Struktur, Inhalte und – wie sich im Laufe der Jahre herausgestellt hat – Effektivität aufweist, sind die Gewerkschaften überzeugt, dass eine gemeinsame globale Entwicklungsagenda, untermauert durch das UN-System, eine wichtige Rolle bei der Mobilisierung und Koordination der weltweiten Bemühungen um die Förderung der menschlichen Entwicklung spielen kann. Der IGB und seine Mitgliedsorganisationen in aller Welt haben sich zu einem konkreten und repräsentativen Beitrag der Gewerkschaften zum Post-2015-Prozess verpflichtet und treten für die Berücksichtigung der Ziele menschenwürdige Arbeit und Sozialschutz in der neuen Agenda ein.

Von MDGs zu einer umfassenden globalen Entwicklungsagenda

Die Millenniums-Entwicklungsziele haben dazu beigetragen, die weltweiten Entwicklungsbemühungen zu fokussieren und auf zahlreichen Gebieten beträchtliche Fortschritte erzielt. Sie haben es jedoch versäumt, einige der Schlüsselherausforderungen anzugehen, denen sich die Arbeitnehmer/innen und ihre Familien gegenübersehen. Das Ziel "produktive Vollbeschäftigung und menschenwürdige Arbeit für alle, einschließlich Frauen und junger Menschen" wurde zu spät auf die Agenda gesetzt und nicht genügend beachtet und hervorgehoben. Es sind umfassende Maßnahmen erforderlich, um die Misserfolge zu überwinden und für die Gleichstellung der Geschlechter sowie für Frauenrechte zu sorgen. Die drei gesundheitsbezogenen MDGs, einschließlich der Zielvorgabe in Bezug auf HIV/Aids, bleiben nach wie vor alarmierend weit hinter den anvisierten Zielen zurück, und das Versprechen einer "allgemeinen Grundschulbildung" wurde nicht eingehalten.

Es bedarf eines neuen Modells, einer neuen auf der Achtung der Menschenrechte und der Prinzipien demokratischer Teilhabe und Führung basierenden Entwicklungsagenda, die für Gerechtigkeit, soziale Integration, menschenwürdige Arbeit, einen Strukturwandel sowie nachhaltige Existenzgrundlagen für erwerbstätige Menschen sorgt und gleichzeitig die Umwelt schützt. Die Post-2015-Agenda sollte die nachhaltigen Entwicklungsziele integrieren und globale, allgemeine Ziele festlegen, die in länderspezifische Ziele und Indikatoren übertragen würden, sowie auf Themen wie globale öffentliche Güter, globale Herausforderungen und globales Regierungshandeln eingehen.

Ziele, die in der Entwicklungsagenda für die Zeit nach 2015 enthalten sein sollten

Ziel: Vollbeschäftigung und menschenwürdige Arbeit für alle

Arbeit ist ein Schlüsselement der sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung. Durch die Schaffung von Arbeitsplätzen und besserer Arbeitsbedingungen können sich die Menschen, Gemeinwesen und Länder selbst aus der Armut befreien und ihre Lebensumstände verbessern. Möglich ist dies aber nur, wenn es sich um menschenwürdige, produktive Arbeit mit gerechten Löhnen handelt, die durch Rechte untermauert wird. Das Ziel menschenwürdiger Arbeit muss konkrete Zielvorgaben für Vollbeschäftigung, die Förderung grüner Arbeitsplätze, internationale Arbeitnehmerrechte für alle Beschäftigten und die Gleichstellung der Geschlechter am Arbeitsplatz beinhalten. Die IAO-Agenda für menschenwürdige Arbeit¹ ist ein nützlicher Bezugspunkt für das Verständnis menschenwürdiger Arbeit und ihrer Komponenten und liefert Indikatoren für die Bemessung der Fortschritte bei ihrer Verwirklichung.

Ziel: Sozialschutz für alle

Der universelle Zugang zu grundlegenden Sozialschutzgarantien ist ein Menschenrecht und eine direkte und effiziente Möglichkeit, um Ungleichheiten abzubauen. Die neue Agenda sollte eine Zielvorgabe für die Einführung eines sozialen Basisschutzes, wie im "Bachelet-Bericht"² definiert, sowie für die Umsetzung der IAO-Empfehlung 202 als auf nationaler Ebene anzuwendende internationale Norm beinhalten. In Bezug auf Einkommenssicherheit für Arbeitslose, Kranke, Behinderte, Schwangere, Kinder und ältere Menschen sowie für den Zugang zu Gesundheitsversorgung, Bildung, Obdach und sanitären Einrichtungen müssen Ziele festgelegt und erreicht werden. Obwohl der Sozialschutz nach wie vor in den Verantwortungsbereich der Regierungen fällt, sollte ein globaler Sozialschutzfonds eingerichtet werden, um in den ärmsten Ländern für sozialen Basisschutz zu sorgen bzw. den vorhandenen Schutz auszuweiten.

Was wir nicht akzeptieren können

Soziale und wirtschaftliche Ungleichheiten: Der wichtigste und am meisten beunruhigende Trend ist die Zunahme der Ungleichheit. Die wirtschaftliche Ungleichheit ist sowohl auf globaler als auch auf nationaler Ebene größer geworden, was in vielen Ländern zu sozialen Unruhen und zu sozialen Spannungen geführt hat. Ungleichheit ist ein Faktor, der zur Destabilisierung der Wirtschaft beiträgt und den Armutsabbau bremst³.

¹ Die IAO-Agenda für menschenwürdige Arbeit ist ein umfassendes politisches Rahmenwerk, das auf vier strategischen Zielen basiert (mit der Gleichstellung der Geschlechter als übergreifendem Ziel): Schaffung von Arbeitsplätzen; garantierte Rechte bei der Arbeit; Ausweitung des sozialen Schutzes und Förderung des sozialen Dialogs. Ihre Umsetzung wird durch integrierte Länderprogramme für menschenwürdige Arbeit untermauert.

² Social protection floor for a fair and inclusive globalization, Bericht der Beratungsgruppe für sozialen Basisschutz, IAO, 2011

³ Inequalities and the Post-2015 Development Agenda, UNRISD, Oktober 2012

Armut: Trotz der auf globaler Ebene erzielten Fortschritte beim Armutsabbau gehen aktuelle Prognosen davon aus, dass rund 1 Milliarde Menschen auch im Jahr 2015 noch mit weniger als 1,25 Dollar pro Tag auskommen werden müssen, selbst wenn die derzeitigen Fortschritte anhalten, was bedeutet, dass weltweit knapp 16% der Menschen von extremer Armut betroffen sind⁴. Das ist inakzeptabel.

Prekäre Arbeit und Arbeitsarmut: IAO-Statistiken zufolge lebten 2011 nach wie vor 456 Millionen Beschäftigte weltweit unterhalb der Armutsgrenze von 1,25 Dollar pro Tag. Weltweit gehen 1,52 Milliarden Menschen einer prekären Beschäftigung nach. Informelle Arbeitsbeziehungen nehmen sowohl in reichen als auch in armen Ländern zu und betreffen inzwischen etwa 40% der globalen Erwerbsbevölkerung, wobei Frauen und Jugendliche derartigen unsicheren und schlecht bezahlten Tätigkeiten häufiger nachgehen als der Rest der Erwerbsbevölkerung⁵.

Umweltzerstörung: Durch die Zerstörung der Umwelt werden Familien und Gemeinschaften von ihrem Land und ihren produktiven Existenzgrundlagen vertrieben. Der Klimawandel bedroht die Nachhaltigkeit des Planeten selbst. Schätzungen zufolge werden bis 2015 1,8 Milliarden Menschen unter Wasserknappheit zu leiden haben. 180 Millionen werden von Nahrungsmittelknappheit betroffen sein. Bis zum Jahr 2050 wird es 200 Millionen Klimamigranten geben. Außerdem werden wir bis 2050 50% mehr Nahrungsmittel, 45% mehr Energie und 30% mehr Wasser benötigen. Unser Planet und die Menschen sind in Gefahr⁶.

Weniger Spielraum für die Zivilgesellschaft: In vielen Ländern haben sowohl staatliche als auch nichtstaatliche Akteure in den letzten Jahren rechtliche und außerrechtliche Maßnahmen ergriffen bzw. versucht, zu ergreifen, um die Aktivitäten und den Einfluss der Zivilgesellschaft zu begrenzen, ein Verstoß gegen die bürgerlichen und politischen Rechte der Menschen. Die Mitwirkung der Zivilgesellschaft, einschließlich der Gewerkschaften, wird auch in zahlreichen politischen Prozessen auf globaler Ebene eingeschränkt, was dazu geführt hat, dass es ihnen nicht gelungen ist, angemessene, auf die Menschen ausgerichtete Antworten auf die derzeitigen globalen wirtschaftlichen, sozialen, politischen und ökologischen Herausforderungen zu finden.⁷

Was wir brauchen

Eine inländische Beschäftigungs-, Einkommens- und Sozialpolitik: Inländische makroökonomische Maßnahmen, die menschenwürdige Vollbeschäftigung garantieren, sollten mit geeigneten einkommens- und sozialpolitischen Maßnahmen verknüpft werden, um wirtschaftliche und soziale Ungleichheiten und Armut in wirksamer Weise zu bekämpfen.

Sozialschutz: Ein hochwertiger öffentlicher Dienst und Sozialschutz sind wesentliche Elemente sozialpolitischer Maßnahmen zur wirksamen Bekämpfung von Armut, Ungleichheit und sozialem Ausschluss. Vor allem ist Sozialschutz aber ein Menschenrecht, und es ist Aufgabe und Pflicht der Regierungen, dafür zu sorgen, dass alle Bürgerinnen und Bürger in den Genuss davon kommen.

Eine wirksame Steuerpolitik: Wirksame steuerpolitische Maßnahmen, einschließlich einer progressiven Einkommenssteuer und einer wirksamen Besteuerung inländischer, ausländischer und transnationaler Privatunternehmen, sind wichtig, um die Finanzierung des sozialen Basisschutzes, des Klimaschutzes und der Entwicklung sicherzustellen. Die Einführung von Finanztransaktionssteuern wird dafür sorgen, dass der Finanzsektor einen angemessenen Beitrag zur Finanzierung globaler öffentlicher Güter und der Kosten von Finanzkrisen leistet.

Politikkohärenz im Hinblick auf die Entwicklung: Damit die Vision zur Realität wird, bedarf es eines kohärenten politischen Ansatzes sowohl auf internationaler als auch auf nationaler Ebene, einschließlich makroökonomischer Maßnahmen, Handels- und Investitionsabkommen, einer Migrationspolitik und damit zusammenhängender Maßnahmen, um sicherzustellen, dass sämtliche Maßnahmen zur Verwirklichung der in der neuen Agenda enthaltenen Vision und Ziele beitragen.

Demokratische Teilhabe und ein positives Umfeld für die Zivilgesellschaft: Die Beteiligung der Zivilgesellschaft, einschließlich der Gewerkschaften, am sozialen Dialog und an Tarifverhandlungen ist nicht nur ein Menschenrecht, sondern auch ein effizienter Mechanismus zum Abbau sozialer und wirtschaftlicher Ungleichheiten sowie eine Vorbedingung für die Wirksamkeit, die Glaubwürdigkeit und die Nachhaltigkeit der Agenda insgesamt.

Fokussierung auf Menschenrechte und Wohlergehen für alle: Der Prozess für die Zeit nach 2015 muss zudem einen Übergang zu einer umfassenderen Messung der menschlichen und wirtschaftlichen Entwicklung beinhalten, bei der nicht nur das BIP berücksichtigt, sondern auch bewertet wird, ob es zu einer gerechteren Verteilung des Wohlstands und Wohlergehens kommt, basierend auf den allgemeinen Menschenrechten.

Ökologische Nachhaltigkeit: Der Respekt ökologischer Grenzen ist unerlässlich, nicht nur für künftige Generationen, sondern auch für die Millionen Menschen, die von den aus der Umweltzerstörung und dem Klimawandel resultierenden unterschiedlichen Herausforderungen betroffen sind. Wir brauchen einen wirklichen Übergang zu einer grünen Wirtschaft, mit neuen, durch umweltfreundliche Investitionen geschaffenen menschenwürdigen Arbeitsplätzen und der Transformation Millionen anderer zu nachhaltigen Arbeitsplätzen.

Über den IGB

Der Internationale Gewerkschaftsbund (IGB) ist die wichtigste internationale Gewerkschaftsorganisation und vertritt die Interessen erwerbstätiger Menschen weltweit. Unsere Hauptaufgabe besteht in der Förderung und Verteidigung der Arbeitnehmerrechte und -interessen durch internationale Gewerkschaftszusammenarbeit, globale Kampagnen und Lobbyarbeit bei großen globalen Institutionen. Der IGB vertritt 175 Millionen Arbeitnehmer/innen in 153 Ländern.

Kontakt

Internationaler Gewerkschaftsbund
Entwicklungszusammenarbeit & Bildung
Bvd du Roi Albert II 5, 1210 Brüssel, Belgien
E-Mail: dce@ituc-csi.org, Tel.: +32 2 224 0215
www.ituc-csi.org/post-2015-development-framework

⁴ The Millennium Development Goals Report 2012, Vereinte Nationen, September 2012

⁵ Ibidem

⁶ Resilient People, Resilient Planet: A future worth choosing (Robuste Menschen – Robuster Planet: Für eine lebenswerte Zukunft), Vereinte Nationen, 2012

⁷ State of civil society 2011, CIVICUS, 2012